I-LA VILLE COMME ELARGISSEMENT DES POTENTIALITES HUMAINES

La ville est confrontée à de redoutables défis dont les données ne cessent de se modifier sous l'effet des changements politiques, économiques, sociaux, culturels, environnementaux, scientifiques et technologiques. Les défis et les options sont multiples, plaçant la ville devant un dilemme: soit réaffirmer une foi aveugle dans la force de la croissance économique, synonyme de modernisation et de progrès, en partant implicitement de l'hypothèse que les bienfaits de cette croissance rejailliront sur les pauvres et rendront la ville vivable ; soit œuvrer explicitement pour un développement sociétal subordonné aux valeurs de l'équité sociale, de la rationalité écologique, de l'efficacité économique, de la participation politique, du pluralisme culturel et de l'intégration.

La mondialisation vide les lieux de leur signification symbolique et prive les individus de leur qualité de vie, comme si l'endroit où nous vivons ne comptait plus. Face à cette perte de l'ancrage dans un lieu, Il est essentiel de renouer avec l'art de la ville et sa signification symbolique. Augustin Berque (1993) propose un séduisant voyage à travers les villes japonaises, qui montre l'imbrication du lien social avec les lieux, c'est-à-dire en fait avec la nature. La reconstruction d'une signification sociale ancrée dans le lieu exige la mise en œuvre de projets sociaux et spatiaux différents, qui interviennent simultanément sur trois niveaux: culturel, économique et politique.

La ville doit être au service de ceux qui y vivent et non de l'économie. Cette éthique impose de rompre avec une vision étroitement économiste de la ville ; il faut sortir du cadre de l'économie urbaine et de la performance macro-économique et proclamer "le sacré du citoyen" ; ce qui implique un élargissement de ses droits civils, politiques et sociaux. Telle est la voie à suivre si l'on veut que les villes deviennent des lieux de vie sûrs et démocratiques.

La recherche de stratégies urbaines qui soient socialement et écologiquement rationnelles devrait être guidée par les principes énoncés dans la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement ci : "Les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature".

Il s'ensuit que la gestion des transformations sociales dans les villes devrait viser à développer les capacités et les facilités à la disposition des individus et à élargir l'éventail de leurs choix. Cette réorientation de la réflexion sur le développement vers la notion de développement humain, c'est-à-dire le développement *des* individus *pour* les individus, ce qui implique une démarche participative - devrait guider la gestion urbaine et la démocratie devenant alors les idées-forces qui régiront le devenir urbain.

Il s'agit donc de susciter à l'avenir des solutions urbaines qui fassent de la ville:

- Une entité capable de gérer les transformations sociales et d'orienter le changement social dans le sens voulu;
- Un lieu de solidarité et de multi-culturalisme qui favorise une cohésion sociale durable ;
- Un cadre propice au développement de la citoyenneté et du bien-être ;
- Un environnement conçu pour une utilisation judicieuse des ressources naturelles, dans l'optique du développement durable.

Selon cette conception de la modernité, on pourra promouvoir le droit à la ville, vecteur de l'intégration sociale et de l'humanisme:

- En luttant contre l'exclusion sociale avant que cette dernière ne cristallise dans une fracture territoriale, la politique française de la ville illustre les limites de la gestion territoriale de l'exclusion au moyen de politiques visant à atténuer la pauvreté urbaine, à favoriser l'intégration sociale et à créer des emplois. Le chômage est souvent la source de l'exclusion, mais celle-ci n'est pas seulement économique et sociale, elle est aussi politique, culturelle et symbolique. La question devenant alors de savoir comment satisfaire l'exigence de dignité de la population marginalisée ;

- En donnant des moyens d'action aux communautés locales dans le cadre de stratégies d'autonomisation urbaine consistant à mettre à leur disposition les ressources et les techniques qui ne peuvent être mobilisées localement, en particulier en finançant les initiatives communautaires ; la participation communautaire, même si elle n'est pas facile à obtenir, est indispensable à la cohésion sociale ;
- En mettant en œuvre une stratégie globale et multisectorielle de régénération urbaine centrée sur les quartiers, qui sont la pierre angulaire de la transformation urbaine.

Au-delà du défi conceptuel que représente la vision de la ville comme élargissement des potentialités humaines, qui implique une position éthique, défendre le droit à la ville, vecteur de l'intégration sociale et de l'humanisme, en permettant l'exercice de la

citoyenneté. Il est urgent de repenser en profondeur les outils intellectuels et empiriques de l'étude des faits et processus sociaux en milieu urbain. En effet, bon nombre des instruments utilisés jusqu'ici étaient fondés sur une morphologie urbaine radicalement différente et sont aujourd'hui mis à rude épreuve par les nouveaux modes de rapports sociaux qui se font jour. Pour pouvoir appréhender pleinement les enjeux et les différentes options possibles, il est nécessaire d'élaborer de nouveaux cadres conceptuels et d'adopter d'autres schémas de pensée, qui témoignent de l'aptitude à une réflexion multidimensionnelle et de la faculté de réinterpréter l'expérience du passé dans un contexte qui change rapidement.

Un autre aspect concerne la pertinence des politiques dans l'optique du changement, c'est-à-dire la capacité de faire face à l'incertitude et au changement ; de renforcer lesavoir organisationnel, de combler le fossé entre théorie et pratique en favorisant une réflexion agissante ; de faire en sorte que le futur socialement souhaitable se concrétise grâce à une planification stratégique conçue comme "un processus d'apprentissage fondé sur une coopération souple, qui associe une multiplicité d'acteurs représentant toutes les composantes de la trame sociale et qui vise à une perception commune des objectifs et des buts, de façon à permettre de prendre d'un commun accord, sur la base d'un consensus temporaire, des décisions spécifiques concernant à la fois le présent et l'avenir de favoriser l'innovation.

Lieux de transformations sociales, les villes ont besoin d'être analysées et observées en utilisant la diversité des perspectives qu'offrent les sciences sociales. Dans ce domaine, on peut assigner trois grandes tâches:

-Etudier simultanément les différentes facettes des transformations sociales en cours, c'est-à-dire appréhender la ville comme un territoire où coexistent diverses réalités, ville disloquée, ville multi-culturelle et multi-ethnique, ville écologique et ville technologique, mais aussi comme le lieu où se "gèrent" nombre des transformations sociales qui façonneront le monde de demain ;

-Mettre en place une base de connaissances transdisciplinaires faisant appel à l'urbanisme, la sociologie, la géographie, la science politique, l'économie politique du développement, l'anthropologie, l'économie, la théorie organisationnelle, la sociologie des organisations, l'histoire, les sciences du comportement, la linguistique et l'architecture ;

-Encourager la recherche comparative internationale et la coopération entre centres de recherche urbaine et communiquer les informations et connaissances scientifiques aux utilisateurs (responsables, associations de citoyens, syndicats, etc.).

La question aujourd'hui n'est pas (tant) de savoir quoi faire, mais comment le faire. Plutôt que de produire un discours normatif sur ce qu'il faudrait faire, il s'agit de faire en sorte que les gens participent activement au balisage de leur propre destin et de construire des villes qui soient des lieux de désir(s), individuel et collectif, conscient et inconscient, des lieux d'utopie, des lieux de démocratie, où le sacre du citoyen et de la citoyenneté sera le corollaire d'une urbanité fondée sur la compétence du citadin.